

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIË

-----

AVIS 33.164/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

ADVIES 33.164/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de Justice, le 14 mars 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant les articles 21 et 24 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale", a donné le 13 mai 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 maart 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van artikel 21 en 24 van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering", heeft op 13 mei 2002 het volgende advies gegeven :

### Observation générale

L'avant-projet de loi poursuit deux objectifs : d'une part, clarifier la portée de l'article 24 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale qui énonce les différentes causes de suspension de l'action publique; d'autre part, augmenter le délai de prescription de l'action publique pour les crimes qui ne peuvent pas faire l'objet d'une correctionnalisation en application de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, ce délai passant de dix à quinze ans.

Quant au premier objectif, la modification envisagée tend essentiellement à revenir sur la modification apportée à l'article 24, précité, par la loi du 11 décembre 1998 relative à la prescription de l'action publique <sup>(1)</sup>. Cette modification a, comme le rappelle l'exposé des motifs, singulièrement compliqué le calcul du délai de prescription. L'avant-projet examiné présente incontestablement le mérite de clarifier la situation sur ce point.

Quant au second objectif, l'exposé des motifs indique que la prolongation du délai de prescription repose sur un "critère légal et objectif", à savoir la notion de "crimes non correctionnalisables", et concerne donc

"... des faits graves comme par exemple l'assassinat (...) ces crimes seront prescrits après un délai de quinze ans et dans le cas où la prescription a été interrompue, après un délai maximum de trente ans."

Ce délai maximum de trente ans pourra cependant, en application de l'article 24, précité, de la loi du 17 avril 1878, subir également des suspensions.

Bien que l'avant-projet n'instaure pas une imprescriptibilité de facto de l'action publique pour les crimes les plus graves, il n'en contribue pas moins à retarder considérablement l'extinction de l'action publique pour de tels crimes. Il s'inscrit à cet égard dans la suite logique de certaines modifications déjà opérées en la matière, notamment par

---

<sup>(1)</sup> Moniteur belge du 16 décembre 1998. Voir l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 7/2000 du 19 janvier 2000.

la loi du 11 décembre 1998, précitée, et par l'article 25 de la loi-programme du 24 décembre 1993 <sup>(2)</sup>, qui a porté de trois à cinq ans le délai de prescription de l'action publique concernant les délits non contraventionnalisés <sup>(3)</sup>.

S'il est vrai que, dans le droit anglo-saxon, un grand nombre de délits sont imprescriptibles <sup>(4)</sup> et que, dans certains pays, la prescription, une fois valablement interrompue, l'est de manière illimitée <sup>(5)</sup> <sup>(6)</sup>, il n'en reste pas moins que le régime de la prescription de l'action publique a toujours constitué une des caractéristiques de notre droit <sup>(7)</sup> <sup>(8)</sup> et que la longueur du délai de prescription a toujours varié suivant la gravité de l'infraction envisagée.

---

<sup>(2)</sup> Moniteur belge du 31 décembre 1993. Voir l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 46/96 du 12 juillet 1996.

<sup>(3)</sup> Lors des travaux préparatoires de la loi du 11 décembre 1998, précitée, il avait déjà été fait état de ce qu'une modification du régime de la prescription constituait une nécessité pour les crimes graves (Doc. parl. Chambre, s. o. 1998-1999, n° 1387/6 - 96/97, p. 15).

<sup>(4)</sup> Doc. parl. Chambre, s.o. 1997-1998, n° 1387/1 - 97/98, p. 7; Doc. parl. Sénat, s.o. 1999-2000, n° 2 - 279/3, p. 5.

<sup>(5)</sup> Doc. parl. Chambre, s. o. 1997-1998, n° 1387/1 - 97/98, p. 6.

<sup>(6)</sup> Voir à ce sujet : Ch. VANDEN WYNGAERT, "De verjaring van de strafvordering in België: een onoverbrugbare hindernis voor de berechting van complexe zaken", R.W., 1997-1998, pp. 169-174.

<sup>(7)</sup> A l'exception du crime de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui sont imprescriptibles (article 8 de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire).

<sup>(8)</sup> Lors des travaux préparatoires de la loi du 11 décembre 1998 et de la loi-programme du 24 décembre 1993, précitées, l'accent a été mis à diverses reprises sur la nécessité de procéder à une réforme globale du système de la prescription en droit belge (Doc. Parl. Chambre, s. o. 1993-1994, n° 1211/8 - 93/94, p. 3, Doc. parl. Sénat, s. o. 1993-1994, n° 909 - 2 (1993-1994), pp. 3, 19 et 21; Doc. parl. Chambre, s. o. 1998-1999, n° 1387/6 - 96/97, p. 5; Doc. parl. Sénat, s. o. 1998-1999, n° 1 - 1177/2, p. 8). Une telle réforme n'a cependant pas été réalisé à ce jour.

Il est de même communément admis <sup>(9)</sup> que tant la justification même de la prescription de l'action publique que la détermination du délai de prescription de l'action publique en fonction de la gravité de l'infraction considérée se font essentiellement sur la base de deux critères qu'il appartient au législateur de concilier :

- d'une part, l'intérêt de la paix et de la tranquillité sociale qui postule que cessent les poursuites après un certain délai <sup>(10)</sup>;
- d'autre part, l'écoulement du temps qui rend l'administration de la preuve plus aléatoire et accroît le risque d'erreur judiciaire <sup>(11)</sup>.

A cet égard, l'exposé des motifs ne justifie l'allongement du délai de prescription de l'action publique pour les crimes non correctionnalisables que par référence au premier critère et sans préciser, par ailleurs, la raison pour laquelle le délai de

---

<sup>(9)</sup> Voir en ce sens : H.-D. BOSLY et D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, La Charte, 2e Ed., 2001, p. 156; R. DECLERCQ, *Beginnselen van Strafrechtspleging*, 2e Ed., 1999, nr 139 - p. 71; Ch. VAN DEN WYNGAERT, *op. cit.*, p. 173. Voir également : Doc. parl. Chambre, s. o. 1993-1994, n° 1211/8 - 93/94, p. 3 : "Le ministre rappelle que la prescription a été instaurée non pas pour justifier moralement des situations qui n'en reste pas moins injustes mais parce qu'après un certain temps, le fait de poursuivre et de condamner trop longtemps après que les faits aient été commis crée plus de troubles sociaux que de paix sociale."

<sup>(10)</sup> Comme l'observe A. JACOBS ("La loi du 11 décembre 1998 relative à la prescription de l'action publique", *J.T.*, 1999, pp. 177-187, spéc. p. 187), "L'on peut aisément admettre que le législateur ait le souci de faire en sorte que des affaires graves ne puissent être soustraites au jugement par le seul fait de la prescription (...) des faits graves laissent des traces dans la mémoire collective beaucoup plus longtemps, ce qui peut justifier un allongement du temps pendant lequel les poursuites sont possibles."

<sup>(11)</sup> Comme l'observe à nouveau A. JACOBS (*op. cit.*, pp. 179 et 180 et les références citées), " tandis que le temps s'écoule, il intervient un dépérissement des preuves; les indices disparaissent, les expertises sont rendues plus incertaines, les témoignages deviennent plus fragiles et les faits s'estompent dans l'imprécision du souvenir. La partie poursuivante se heurte à la fragilité des preuves et le prévenu éprouve de plus en plus de difficultés à faire valoir son innocence; comment, en effet, trouver un alibi après de longues années ou retrouver des témoins? Comment reconstituer l'emploi de son temps ou réaliser une contre-expertise? Finalement, la prescription est une garantie contre l'erreur judiciaire."

prescription actuel de dix ans, pouvant être porté à un maximum de vingt ans, sous réserve d'éventuelles suspensions, ne serait plus adapté à la réalité et ne correspondrait plus à l'une des raisons de l'institution de la prescription, à savoir l'"expression de l'oubli", telle que perçue par la conscience collective.

L'exposé des motifs gagnerait donc à être complété de manière à faire clairement ressortir qu'il a bien été procédé à une mise en balance des deux critères susvisés et que l'allongement du délai de prescription de l'action publique, auquel il est procédé de manière générale par la disposition en projet pour l'ensemble des crimes non correctionnalisables, constitue bien une mesure adéquate par rapport à l'évolution de la conscience collective et à l'objectif poursuivi, à savoir éviter l'impunité de certaines infractions. Il convient, à cet égard, d'avoir présent à l'esprit que le délai de prescription de quinze ans ne vaudra que pour les crimes qui n'auront pas pu être correctionnalisés, c'est-à-dire des crimes qui relèveront de la compétence d'une cour d'assises. Or, le principe de l'oralité des débats est bien plus strict en assises que devant n'importe quelle autre juridiction répressive. Le témoignage y occupe, en effet, une place importante dans l'administration de la preuve. Il est, dès lors, permis de s'interroger sur la pertinence de ce mode de preuve lorsque les témoignages interviennent bien des années après la commission du crime.

Comme l'indique, par ailleurs, l'exposé des motifs et comme l'a déjà observé le Conseil d'Etat <sup>(12)</sup> à l'occasion de l'insertion, par la loi du 30 juin 2000 <sup>(13)</sup>, d'un article 21ter dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale, relatif aux conséquences du dépassement du délai raisonnable en matière pénale, l'allongement du délai de prescription de l'action publique pour l'ensemble des crimes non correctionnalisables est de nature à rendre plus fréquents les cas de dépassement du délai raisonnable et l'application des sanctions y attachées, ce qui conduit à s'interroger sur la

---

<sup>(12)</sup> Avis 28.940/2 (Doc. parl. Chambre, s.o. 1998-1999, n° 1961/4 - 98/99, p. 4).

<sup>(13)</sup> Moniteur belge du 2 décembre 2000.

cohérence globale de la législation mise en place <sup>(14)</sup>. Il va donc de soi que l'allongement du délai de prescription de l'action publique ne pourra avoir pour effet ni de pallier d'éventuelles négligences dans le chef des autorités chargées de la poursuite de ces crimes <sup>(15)</sup>, ni de dispenser le législateur de prendre les mesures législatives adéquates et de procurer à ces autorités les moyens nécessaires au bon accomplissement de leurs missions.

C'est sous le bénéfice de cette observation générale qu'est formulée l'observation particulière qui suit.

### Observations particulières

#### Examen du projet

#### Dispositif

#### Article 2

Ainsi que l'indique l'exposé des motifs, l'"impossibilité de correctionnalisation" d'un crime est prévue négativement par l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes qui énumère les conditions dans lesquelles ces circonstances peuvent être admises.

---

<sup>(14)</sup> Comme l'observe encore A. JACOBS (op. cit., p. 186), "Délai raisonnable et prescription de l'action publique ne se recoupent donc pas: une affaire peut être prescrite sans que le délai raisonnable soit dépassé et inversement. Plus la loi allonge le délai de prescription, plus il y a, évidemment, de risques que, même si l'affaire n'est pas prescrite au moment où elle est jugée, le délai raisonnable soit dépassé.". (Voir aussi : Doc. parl. Sénat, s. o. 1999-2000, n° 2 - 279/3, p. 3 [déclaration du Ministre de la Justice dans le même sens]).

<sup>(15)</sup> Lors des travaux préparatoires de la loi du 30 juin 2000, précitée, il a été rappelé qu'un "allongement du délai de prescription ne peut, en effet, avoir pour effet de récompenser l'immobilisme du parquet ou du juge d'instruction." (Doc. parl. Chambre, s. o. 1998-1999, n° 1961/5 - 98/99, p. 2).

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable de se référer explicitement à cette dernière disposition légale dans la disposition en projet.

En conséquence, celle-ci doit être rédigée comme suit :

"Le délai sera toutefois de quinze ans dans les cas où la correctionnalisation d'un crime n'est pas possible en vertu de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, et d'un an en cas de contraventionnalisation d'un délit."

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE ET LINGUISTIQUE CONCERNANT  
LE TEXTE NEERLANDAIS

Arrêté de présentation

Conformément à la légistique formelle, il y a lieu d'écrire :

"Onze Minister van Justitie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen :".

Article 2

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 2. Het tweede lid van artikel 21 ..., vervangen bij de wet van 30 mei 1961 en gewijzigd bij de wet van 24 december 1994, wordt vervangen als volgt :".

Article 3

.../...

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer les mots "vervangen door" par les mots "vervangen bij".

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"De verjaring van de strafvordering wordt geschorst wanneer de wet daarin voorziet of wanneer er een wettelijk beletsel bestaat voor het instellen of verder uitoefenen van de strafvordering."

A l'alinéa 2 en projet, il y a lieu d'écrire chaque fois "wordt geschorst" au lieu de "is geschorst".

#### Article 4

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. Artikel 2 van deze wet treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 3 treedt in werking op de eerste dag van het jaar na dat waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad."

-----

### Algemene opmerking

Het voorontwerp van wet streeft twee doeleinden na : enerzijds de strekking verduidelijken van artikel 24 van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, waarin de verschillende schorsingsgronden van de strafvordering worden vastgesteld; anderzijds de verjaringstermijn van de strafvordering verlengen voor de misdaden die niet kunnen worden gecorrectionaliseerd met toepassing van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, waarbij die termijn opgetrokken wordt van tien tot vijftien jaar.

In verband met het eerste oogmerk zit met de geplande wijziging hoofdzakelijk de bedoeling voor terug te komen op de wijziging die bij de wet van 11 december 1998 met betrekking tot de verjaring van de strafvordering<sup>(1)</sup> is aangebracht in het voormelde artikel 24. Deze wijziging heeft , zoals er in de memorie van toelichting op wordt gewezen, de berekening van de verjaringstermijn sterk gecompliceerd. Het voorliggende voorontwerp heeft onmiskenbaar de verdienste op dat punt duidelijkheid te brengen in de situatie.

Wat het tweede oogmerk betreft, wordt in de memorie van toelichting vermeld dat de verlenging van de verjaringstermijn berust op een "objectief en wettelijk criterium", te weten het begrip "niet-correctionaliseerbare misdaden", en dus betrekking heeft op

"... ernstige feiten als bijvoorbeeld moord (...) deze misdaden verjaren na verloop van een verloop van vijftien jaar en in het geval de verjaring wordt gestuit, na een maximumtermijn van dertig jaar."

Die maximumtermijn van dertig jaar kan, met toepassing van het voormelde artikel 24 van de wet van 17 april 1878, echter eveneens worden geschorst.

Hoewel het voorontwerp voor de zwaarste misdaden geen de facto onverjaarbaarheid van de strafvordering invoert, draagt het er niettemin toe bij het verval van de strafvordering voor zulke misdaden sterk te vertragen. In dat opzicht ligt het in de

---

<sup>(1)</sup> Belgisch Staatsblad van 16 december 1998. Zie arrest van het Arbitragehof nr. 7/2000 van 19 januari 2000.

lijn van de logica van bepaalde in dezen reeds aangebrachte wijzigingen, inzonderheid bij de voormelde wet van 11 december 1998 en bij artikel 25 van de programmawet van 24 december 1993 <sup>(2)</sup>, dat de verjaringstermijn van de strafvordering met betrekking tot wanbedrijven die niet zijn omgezet in een overtreding van drie tot vijf jaar heeft opgetrokken <sup>(3)</sup>.

In het Angelsaksische recht zijn een groot aantal wanbedrijven weliswaar onverjaarbaar <sup>(4)</sup> en in sommige landen kan de verjaring, als ze eenmaal rechtsgeldig is gestuit, een oneindig aantal keren worden gestuit <sup>(5)</sup> <sup>(6)</sup>, doch het verjaringsstelsel inzake strafvordering is altijd een van de kenmerkende eigenschappen van ons recht geweest <sup>(7)</sup> <sup>(8)</sup> en de lengte van de verjaringstermijn heeft steeds gevarieerd naar gelang van de ernst van het in beschouwing genomen strafbare feit.

---

<sup>(2)</sup> Belgisch Staatsblad van 31 december 1993. Zie arrest van het Arbitragehof nr. 46/96 van 12 juli 1996.

<sup>(3)</sup> Bij de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 11 december 1998 was er reeds gewag van gemaakt dat een wijziging van het verjaringsstelsel een noodzaak was voor de zware misdaden (Gedr. St., Kamer, g.z. , 1998-1999, nr. 1387/6-96/97, blz. 15.)

<sup>(4)</sup> Gedr. St. Kamer, g.z. 1997-1998, nr. 1387/1-97/98, blz. 7; Gedr. St. Senaat, g.z. 1999-2000, nr. 2 - 279/3, blz. 5.

<sup>(5)</sup> Gedr. St. Kamer, g.z. 1997-1998, nr. 1387/1-97/98, blz. 6.

<sup>(6)</sup> Zie in dat verband : Ch. VAN DEN WYNGAERT, "De verjaring van de strafvordering in België: een onoverbrugbare hindernis voor de berechting van complexe zaken", R.W., 1997-1998, blz. 169-174.

<sup>(7)</sup> Met uitzondering van genocide, oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid, die onverjaarbaar zijn (artikel 8 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht).

<sup>(8)</sup> Bij de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 11 december 1998 en de voormelde programmawet van 24 december 1993 is de klemtoon herhaaldelijk gelegd op de noodzaak om het verjaringsstelsel in het Belgisch recht totaal te hervormen (Gedr. St. Kamer, g.z. 1993-1994, nr. 1211/8 - 93/94, blz. 3, Gedr. St. Senaat, g.z. 1993-1994, nr. 909 - 2 (1993-1994), blz. 3, 19 en 21; Gedr. St. Kamer, g.z.. 1998-1999, nr. 1387/6-96/97, blz. 5; Gedr. St. Senaat, g.z. 1998-1999, nr. 1-1177/2, blz. 8). Zo een hervorming is evenwel tot op heden nog niet doorgevoerd.

Er wordt ook gemeenlijk aanvaard <sup>(9)</sup> dat zowel de rechtvaardiging zelf van de verjaring van de strafvordering als het vaststellen van de verjaringstermijn van de strafvordering naar gelang van de ernst van het beschouwde strafbare feit hoofdzakelijk geschieden op grond van twee criteria, die de wetgever onderling in balans dient te brengen :

- enerzijds het belang van de "sociale vrede en rust," die vereisen dat de vervolgingen na een bepaalde termijn ophouden <sup>(10)</sup>;
- anderzijds het verstrijken van de tijd, waardoor het leveren van het bewijs minder waarschijnlijk wordt en het gevaar op een rechterlijke dwaling <sup>(11)</sup> toeneemt.

In dat opzicht rechtvaardigt de memorie van toelichting deze verlenging van de verjaringstermijn van de strafvordering voor niet-correctionaliseerbare misdaden alleen door te verwijzen naar het eerste criterium en zonder bovendien te preciseren om welke reden de huidige verjaringstermijn van tien jaar, die tot maximaal twintig jaar kan worden opgetrokken, onder voorbehoud van eventuele schorsingen, niet meer aangepast zou zijn aan de realiteit en niet meer zou overeenstemmen met een van de redenen waarom de verjaring is ingesteld , te weten de "uiting van het vergeten" zoals die door het collectieve geweten wordt aangevoeld.

De memorie van toelichting zou moeten worden aangevuld zodat duidelijk tot uiting komt dat de twee bovenvermelde criteria in balans zijn gebracht en de verlenging van de verjaringstermijn van de strafvordering, die door ontworpen bepaling

---

<sup>(9)</sup> Zie in die zin : H.-D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, Droit de la procédure pénale, La Charte, 2e ed. , 2001, blz. 156; R. DECLERCQ, Beginselen van Strafrechtspleging, 2e ed. , 1999, nr. 139 - blz. 71; Ch. VAN DEN WYNGAERT, op. cit., blz. 173. Zie tevens : Gedr. St. Kamer, g.z. 1993-1994, nr. 1211/8, 93/94, blz. 3 : "De minister herinnert eraan dat de verjaring werd ingesteld niet om situaties die daarom niet minder onrechtvaardig zijn uit een moreel oogpunt te billijken, maar wel omdat vervolgingen en veroordelingen te lang nadat de feiten werden gepleegd na een poos eerder leiden tot sociale onrust dan tot sociale vrede."

<sup>(10)</sup> A. JACOBS ("La loi du 11 décembre 1998 relative à la prescription de l'action publique", J.T., 1999, blz. 177-187, inz. blz. 187) merkt het volgende op : "L'on peut aisément admettre .... possibles."

<sup>(11)</sup> A. JACOBS wijst wederom op het volgende (op.cit., blz. 179-180, en de aangehaalde verwijzingen) : "tandis que le temps.... erreur judiciaire."

op algemene wijze wordt ingevoerd voor alle niet-correctionaliseerbare misdaden, effectief een geschikte maatregel is ten opzichte van de ontwikkeling van het collectieve geweten en het beoogde doel, te weten het voorkomen dat bepaalde strafbare feiten ongestraft blijven. In dat opzicht dient er rekening mee te worden gehouden dat de verjaringstermijn van vijftien jaar alleen zal gelden voor de misdaden die niet gecorrectionaliseerd zijn kunnen worden, dit wil zeggen de misdaden die zullen ressorteren onder een assisenhof. Het beginsel dat de debatten mondeling verlopen, is evenwel veel strikter voor een assisenhof dan voor elke andere strafrechtbank. De getuigenis neemt er immers een belangrijke plaats in in de bewijsvoering. De vraag is of dat bewijsmiddel relevant is wanneer de getuigenissen worden afgelegd vele jaren nadat de misdaad is begaan.

Zoals in de memorie van toelichting bovendien wordt vermeld en zoals de Raad van State in verband met de gevolgen van het overschrijden van de redelijke termijn in strafzaken reeds heeft opgemerkt <sup>(12)</sup> naar aanleiding van het invoegen, bij de wet van 30 juni 2000<sup>(13)</sup>, van een artikel 21ter in de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, zal de verlenging van de verjaringstermijn van de strafvordering voor alle niet-correctionaliseerbare misdaden ertoe leiden dat de redelijke termijn vaker wordt overschreden en de daaraan verbonden straffen vaker worden toegepast, wat vragen doet rijzen omtrent de algemene samenhang van de ingevoerde rechtsbepalingen <sup>(14)</sup>. Het ligt dus voor de hand dat de verlenging van de verjaringstermijn van de strafvordering niet tot gevolg kan hebben eventuele nalatigheden van de met het vervolgen van die misdaden belaste overheden recht te zetten <sup>(15)</sup>, noch de wetgever te ontslaan van de verplichting om

---

<sup>(12)</sup> Advies 28.940/2 (Gedr. St. Kamer, g.z. 1998-1999, nr. 1961/4-98/99, blz. 4).

<sup>(13)</sup> Belgisch Staatsblad van 2 december 2000.

<sup>(14)</sup> A. JACOBS merkt het volgende op (op.cit., blz. 186) : "Délai raisonnable et prescription de l'action publique ne se recoupent donc pas : une affaire peut être prescrite sans que le délai raisonnable soit dépassé et inversement. Plus la loi allonge de délai de prescription, plus il y a, évidemment, de risques que, même si l'affaire n'est pas prescrite au moment où elle est jugée, le délai raisonnable soit dépassé." (Zie ook : Gedr. St. Senaat, g.z. 1999-2000, nr. 2- 279/3, blz. 3 [verklaring van de Minister van Justitie in dezelfde zin]).

<sup>(15)</sup> Bij de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 30 juni 2000 is gewezen op het volgende : "een verlenging van de verjaringstermijn mag immers geen premie zijn voor het stilzitten van het parket of de onderzoeksrechter" (Gedr. St. Kamer, g.z. 1998-1999, nr. 1961/5 - 98/99, blz. 2).

gepaste wettelijke maatregelen te nemen en die overheden de middelen te verschaffen die zij nodig hebben om hun taken naar behoren te kunnen vervullen.

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking is het dat de volgende bijzondere opmerking wordt gemaakt.

Bijzondere opmerking

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 2

Zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld wordt in de onmogelijkheid om een misdaad te correctionaliseren in negatieve zin voorzien door artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, waarin de voorwaarden worden opgenoemd waaronder die omstandigheden kunnen worden aangenomen.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het verkieslijk zijn in de ontworpen bepaling uitdrukkelijk te verwijzen naar de laatstgenoemde wetsbepaling.

Deze moet bijgevolg geredigeerd worden als volgt :

"De termijn bedraagt evenwel vijftien jaar indien een misdaad niet kan worden omgezet in een wanbedrijf krachtens artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, en één jaar indien een wanbedrijf wordt omgezet in een overtreding.".

## OPMERKINGEN OVER DE WETGEVINGSTECHNIEK EN OVER DE TAAL

### Indieningsbesluit

Overeenkomstig de wetgevingstechniek schrijve men :

"Onze Minister van Justitie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen :".

### Artikel 2

De inleidende zin zou beter worden gesteld als volgt :

"Het tweede lid van artikel 21 ... , vervangen bij de wet van 30 mei 1961 en gewijzigd bij de wet van 24 december 1994, wordt vervangen als volgt :"

### Artikel 3

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij" in plaats van "vervangen door".

Het eerste lid van het ontworpen artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De verjaring van de strafvordering wordt geschorst wanneer de wet daarin voorziet of wanneer er een wettelijk beletsel bestaat voor het instellen of verder uitoefenen van de strafvordering.".

In het tweede ontworpen lid schrijve men telkens "wordt geschorst" in plaats van "is geschorst".

#### Artikel 4

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 2 van deze wet treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 3 treedt in werking op de eerste dag van het jaar na dat waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad."

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Mesdames  
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,  
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS